



Le secteur de la culture est à nouveau fragilisé par des décisions politiques de coupes budgétaires et l'a fait savoir ce jeudi 19 décembre lors d'une manifestation devant le Théâtre des Arts à Rouen.

Le même débat revient depuis quelques semaines. Les questions et les inquiétudes aussi ! Alors, essentielle ou pas essentielle, la culture ? Pour certaines régions en France, comme Pays de La Loire, Auvergne-Rhône-Alpes ou encore Île-de-France, la réponse est catégorique. C'est non puisqu'elles ont fait le choix politique d'effectuer des coupes budgétaires sévères notamment dans le secteur culturel. Les acteurs en Normandie sont encore en attente. « *Pour l'instant, nous n'avons pas d'informations officielles sur les arbitrages* ».

Néanmoins, la vigilance est grande. Tout autant que la crainte de voir arriver des

plans sociaux, de diminuer les enveloppes allouées à la création, d'être exclu du régime de l'intermittence du spectacle... *« Nous voyons déjà les conséquences sur l'emploi. Dans les structures, il y a moins de moyens alloués à la création. Ce qui a des répercussions sur les compagnies. Les techniciennes et techniciens commencent à avoir du mal à boucler leurs heures et cela touche toutes les classes d'âges »*, rappelle Lolita Demiselle du syndicat national des professionnels du théâtre et des activités culturelles.

« **Alerter** »

Le monde de la culture s'est mobilisé jeudi 19 décembre en France. À Rouen, la manifestation qui s'est déroulée devant le Théâtre des Arts a réuni une cinquantaine de personnes. Une première *« pour alerter »* et *« soutenir les acteurs des régions impactées »*, indique Solenne Racapé, membre du conseil national du [Syndéac](#) et co-directrice de [Pavillon-s](#). *Ces décisions ont des conséquences importantes. Par exemple, le centre chorégraphique national de Nantes a chiffré l'impact de la baisse de 115 000 € de sa subvention. Ce sont 4 600 heures d'intermittence en moins, 720 ateliers annulés, 1 400 heures d'atelier dans les lycées et 1 278 heures de formation supprimées, 21 600 lycéens privés d'actions culturelles »*.

Autre exemple : [Le Chainon manquant](#), basé à Laval, voit son budget diminuer de 161 000 €. C'est le montant de la subvention que verse la région à ce réseau de professionnels du spectacle auquel adhère des structures normandes. *« C'est un endroit de visibilité important pour les programmeurs et les compagnies. Pendant le festival, Nous pouvons voir un grand nombre de spectacles qui sont repérés et peuvent bénéficier d'une tournée. Nous avons une assemblée générale en janvier. Faudra-t-il augmenter le tarif des adhésions ou réduire la programmation ? »*, s'interroge Bertrand Landais, président de [Diagonale](#), membre du [Réseau Chainon](#), et coordinateur de [L'Étincelle](#).

C'est tout un secteur qui commence à se mobiliser pour défendre un service public, déjà très fragilisé, une politique culturelle, des emplois et garantir une liberté de création.